

Chapitre 22

Les mobilisations pour l'avortement libre. De la convergence des luttes à leur extension

Lucile Ruault, Lydie Porée, Olivier Fillieule

“Isabelle se positionne un peu comme révolutionnaire, mais est très exigeante sur la qualité de ce qui est fait. [...] Elle n'avait pas vraiment le profil de militants un petit peu anarchistes et tout fous du MLAC. [...] Moi je donnerais un très grand prix à Isabelle – mais elle ne serait pas contente si elle m'entendait ! [rires]” (André, Planning familial de Lille)

“C'est devenu un ami après, André. Mais il n'était pas pour [les avortements illégaux]. Et puis alors, les femmes du Planning, pendant longtemps, elles ne m'aimaient pas. Après, ça a été complètement oublié. Puis on a fait des choses ensemble et elles ont vu que je n'étais pas une folle radicale. Mais au début il y en avait qui se méfiaient...” (Isabelle, MLAC de Lille).

André, président du Planning de Lille de 1976 à 1983, parle ici d'Isabelle, enseignante, figure centrale du féminisme lillois des années 1970. En 1973, alors qu'André, médecin catholique, incarne une posture frileuse à propos de l'avortement, typique de la première génération du Mouvement français pour le planning familial (MFPF), Isabelle clame : “Contraception d'accord, avortement d'abord !”. À l'automne 1975, après le vote de la loi Veil, il réalise des interruptions volontaires de grossesse (IVG) au centre hospitalier universitaire pendant qu'Isabelle continue de pratiquer illégalement des avortements au MLAC. En 1978, alors qu'André et un collègue sont mis à pied par le directeur du service d'IVG, Isabelle prend part à la mobilisation de soutien aux deux médecins. Trente-cinq ans après, André attribue à Isabelle le sérieux des avortements pratiqués malgré le désordre à ses yeux constitutif du MLAC.

Ces relations militantes, non dénuées de tensions ou de contradictions, reflètent le caractère fédérateur de la lutte pour l'avortement libre au cours de la décennie 1970. Une multiplicité de groupes et d'individus ont alors convergé, selon des logiques certes dépendantes des configurations militantes locales, mais entraînant partout un brassage de militant.e.s des mondes politiques, associatifs, syndicaux. Les sections MLAC et Choisir fonctionnent comme des espaces de rencontre entre associés rivaux, d'hybridation idéologique et de partage de savoir-faire protestataires. L'expérience est brève mais intense et chargée émotionnellement. Si bien que ce “moment de folie”¹ marque pour beaucoup une bifurcation biographique importante, surtout pour les femmes qui auront souvent trouvé dans cette mobilisation la source de leur engagement féministe et de leur éloignement des gauchismes politiques, alors en perte de vitesse.

À l'échelle locale, les MLAC en particulier auront donc été à la fois au cœur d'une redéfinition des clivages entre organisations et moteurs dans l'essor et l'autonomisation de la mouvance féministe. L'histoire du mouvement pour l'avortement libre et gratuit a déjà fait l'objet de riches travaux² qui convergent autour de l'idée que, malgré l'impulsion première

¹ Aristide R. Zolberg, “Moments of Madness”, *Politics and Society*, 2, 1972, p. 183-207.

² Michelle Zancarini-Fournel, “Histoire(s) du MLAC (1973-1975)”, *Clio*, 18, 2003 ; Sandrine Garcia, “Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement”, *ARSS*, 158,

systématiquement donnée par l'échelon national, on ne saurait trop insister sur l'autonomie des comités : les répertoires d'action, la composition sociale des groupes, les positionnements idéologiques, les objectifs de la lutte et même les étiquettes varient beaucoup d'une ville à l'autre, d'un collectif à l'autre dans une même ville. En se situant au niveau des devenirs biographiques des personnes impliquées, notre recherche comme celles menées, par ailleurs, par des membres de notre équipe³, permettent de mieux comprendre les liens entre organisations de la gauche alternative et mouvements féministes. Elle met aussi au jour des actions protestataires délaissées et qui renseignent pourtant les racines plus anciennes de ce mouvement, à savoir les micro-mobilisations autour de l'avortement qui précèdent celle de 1973, et qui en préparent en quelque sorte le terrain. De ce point de vue, la recherche menée ici se distingue par la périodisation qu'elle embrasse – en tenant compte des prémisses de cette lutte –, mais aussi en rendant visible la sociographie, parfois bien différente, des MLAC en région par rapport au MLAC-central et parisien.

Après avoir indiqué la manière dont dans les villes étudiées les MLAC se constituent, contribuant à une redéfinition des configurations militantes locales, nous nous tournons vers les personnes engagées et leur coexistence dans cette lutte, avant de conclure sur la variété des directions qu'elles prendront après la promulgation de la loi en janvier 1975, non seulement pour asseoir la libéralisation de l'avortement, mais autour d'autres causes.

Lutter pour le droit à l'avortement en 1973-1974 : un lieu de convergence

Le vaste mouvement en faveur de la liberté d'avorter démarre avec les actions très médiatiques du MLF à compter de 1970. Il se poursuit avec la création de Choisir en 1971, dans la foulée du manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté et la mobilisation autour du procès de Bobigny d'octobre à novembre 1972. Puis la pratique abortive se répand, au départ à partir de deux foyers "médicaux" : le Comité pour la liberté de l'avortement et de la contraception (CLAC) grenoblois, émanation du comité local de Choisir qui, dans son ouvrage publié par François Maspero (*Libérons l'avortement*, 1973), expose la technique d'aspiration (dite de Karman, en France)⁴ utilisée dès l'été 1972 ; les médecins du Groupe information santé (GIS) parisien. Lorsque les demandes commencent à affluer, des séances de formation sont par exemple organisées à l'automne 1972 à Grenoble, auxquelles participent à tout le moins des médecins marseillais.es et lyonnais.es, ou encore un infirmier rennais.

La pratique politisée des avortements n'est pas un fait nouveau, ce que nous apprennent les antécédents d'un certain nombre de militant.e.s dans les cinq villes étudiées : plusieurs médecins et non médecins étaient avorteurs et avorteuses dès les années 1960 (utilisant le plus

2005, p. 97-115 ; Christine Bard et Janine Mossuz-Lavau (dir.), *Le Planning familial. Histoire et mémoire (1956-2006)*, PUR, Rennes, 2006 ; Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1959-1979)*, PUR, Rennes, 2012 ; Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Sociohistoire d'un engagement improbable*, PUR, Rennes, 2015.

³ Patricia Godard et Lydie Porée, *Les femmes s'en vont en lutte ! Histoire et mémoire du féminisme à Rennes (1965-1985)*, Goater, Rennes, 2014 ; Camille Masclet, *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, thèse de doctorat en science politique et en sociologie, Universités de Lausanne et Paris 8, 2017 ; Lucile Ruault, *Le spéculum, la canule et le miroir. Les MLAC et mobilisations de santé des femmes, entre appropriation féministe et propriété médicale de l'avortement (France, 1972-1984)*, thèse de doctorat en science politique, Université de Lille, 2017.

⁴ Bibia Pavard, "Quand la pratique fait mouvement. La méthode Karman dans les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit (1972-1975)", *Sociétés contemporaines*, 85, 2012.

souvent la pose de sondes), dont un bon nombre étaient organisés collectivement. Cette “préhistoire” d’une partie des collectifs lillois, lyonnais, nantais et marseillais montre que la mobilisation de 1973-74 se développe aussi dans la continuité d’autres formes d’activisme. Ce qui est tout à fait nouveau, en revanche, c’est l’envergure de cette pratique et son caractère ouvert : la revendication d’un “illégalisme légitime”, dont parlent souvent les enquêtés, est au cœur de l’activité de proclamation des sections MLAC et Choisir.

Le début de l’année 1973 marque une étape importante avec la publicisation des avortements par aspiration, *via* le manifeste des 331 médecins déclarant avoir pratiqué des avortements et continuer à le faire dans l’optique d’acculer le gouvernement à agir. Le 4 avril se crée à Paris le Mouvement pour la liberté de l’avortement et de la contraception (MLAC), mouvement mixte regroupant des femmes du MLF et du MFPPF, des membres du GIS, de nombreuses organisations de gauche (PS, PSU, CFDT, associations familiales, MNEF) et d’extrême gauche (LC, LO, Alliance marxiste révolutionnaire, La Cause du peuple, Révolution !), mais aussi des personnes y participant à titre individuel⁵. Un appel à la création, partout en France, de centres où l’on pratique les aspirations est lancé⁶. La publicisation se poursuit avec, le 11 mai, une manifestation nationale de soutien à Annie Ferrey-Martin, médecin grenobloise accusée d’avoir pratiqué des avortements. Dans la foulée, le MFPPF décide, lors de son X^e congrès tenu les 2 et 3 juin 1973, de rejoindre la lutte, en s’engageant notamment dans cette “action directe”. De son côté, Choisir se divise début mai sur la question, le bureau national refusant de s’allier au MLAC, alors que plusieurs sections locales, dont celle de Lyon, prônent une alliance sans réserve⁷. Ces lignes de fractures sont bien renseignées par les études menées au niveau national, mais “déplacer le regard du centre (Paris) vers les périphéries (provinciales) [permet] d’historiciser d’autres pratiques”⁸.

Des cinq villes étudiées, c’est à Lyon que la mobilisation publique commence le plus tôt : des médecins participent en février 1972 à la réunion de constitution du CLAC à Grenoble et décident de mettre sur pied un comité semblable à Lyon. Ils font appel à leurs réseaux pour former un premier groupe, lequel se transforme vers novembre 1972 en section locale de l’association Choisir, sur proposition de Gisèle Halimi. Au même moment, qui correspond au procès de Bobigny, des maoïstes rennais exclus de leur organisation se rendent à Grenoble pour se former à l’aspiration abortive. Leur connaissance des activités de Choisir-Grenoble provient de l’une de leurs proches qui avait accompagné une amie souhaitant avorter. De retour à Rennes, ces personnes créent, avec des féministes proches d’un groupe maoïste, la section locale de Choisir. En janvier 1973, le collectif intègre une troisième composante : il s’agit d’étudiant.e.s en médecine, parfois membres d’un Comité action médecine, rencontré.e.s

⁵ Monique Antoine, “Une histoire du MLAC”, in FEN, *Le féminisme et ses enjeux, vingt-sept femmes parlent*, Centre Fédéral FEN-edilig, Paris, 1988, p. 243-249 ; Michelle Zancarini-Fournel, “Féministes et autogestion dans les années 1968 : théories, analyses et pratiques”, in Franck Georgi (dir.), *L’Autogestion, la dernière utopie*, Presses de la Sorbonne, Paris, 2003, p. 559-569.

⁶ “Une association se propose de créer des centres non clandestins où des médecins opéreront des avortements”, *Le Monde*, 11 avril 1973.

⁷ Sur ce conflit, voir Camille Masclat, *Sociologie des féministes des années 1970*, op.cit., p.148-149.

⁸ Michelle Zancarini-Fournel, “Histoire(s) du MLAC...”, art. cité., p. 241.

pendant la grève qui se déroule alors dans leur université. Les personnes formées à Grenoble leur enseignent la technique, et des avortements commencent à être pratiqués⁹.

À Marseille, quatre personnes auraient assisté à un séminaire du CLAC de Grenoble visant à former à l'aspiration en octobre 1972 et, entre cette date et février 1973, deux réunions visant à mettre sur pied un groupe pratiquant l'avortement sont organisées à la Cité Saint-Jean-du-Désert – une résidence universitaire à proximité de la faculté de médecine, gérée par la MNEF et très marquée par l'extrême gauche de 1966 à 1974. Menées par un petit groupe composé de médecins (dont deux membres du GIS, signataires de l'appel des 331), d'étudiant.e.s en médecine, lettres et droit et d'infirmières, ces réflexions débouchent sur la constitution d'un groupe local, simultanément à la création du MLAC national, en avril 1973. Dans un deuxième temps, deux médecins parisiens contactés *via* le GIS complètent l'apprentissage des Marseillais.es.

Le poids des médecins rapproche les configurations lyonnaises et marseillaises. Néanmoins, le groupe marseillais est davantage marqué par des idéologies révolutionnaires. Ces praticien.ne.s et étudiant.e.s en médecine (ou en couple avec un.e étudiant.e en médecine) sont proches du Comité de lutte Médecine ou du GIS. Le lancement du MLAC par ce premier noyau est tôt suivi par l'entrée en scène de divers groupes de la gauche alternative, au premier rang desquels Révolution ! L'investissement du MLAC par des groupes maoïstes, et un peu plus tard par la Ligue communiste (LC) dissoute, aboutit à son essaimage dans les quartiers et renforce sa visibilité publique sur la scène locale, ce qui favorise dans un troisième temps l'engagement de nombreuses femmes, dont quelques militantes du MLF, organisées ou non politiquement, et aux trajectoires disparates. Toutefois, dans la structure du MLAC marseillais, l'équipe fondatrice des praticien.ne.s reste à l'avant-scène.

À Nantes, c'est aussi le procès de Bobigny qui marque le début de la mobilisation, avec une première manifestation le 13 décembre 1972. Un Comité de lutte médecine créé en 1968, qui pratique déjà des avortements, mène en novembre-décembre 1972 une campagne dans la faculté. Le 26 janvier 1973, des membres de ce comité, associé.e.s à une équipe d'enseignant.e.s et d'étudiant.e.s en médecine, créent un groupe Choisir. Rejoint par des gauchistes quelques mois plus tard (notamment de l'Union marxiste nantaise, UMN), le groupe commence à pratiquer l'avortement, en dépit de l'opposition de l'association nationale, comme le décrit Jeannick Fresneau, militante nantaise : "Gisèle Halimi, elle, travaillait POUR la légalisation ! Mais uniquement ! Elle ne voulait pas rentrer dans la pratique. Alors que nous, on a très rapidement organisé la pratique. Dans un premier temps, on aidait les femmes à aller dans un pays et puis après avec les jeunes toubibs, on est passé.e.s à la pratique".

Le Planning local, qui aidait les femmes à partir avorter à l'étranger au début des années 1970, s'implique dans la dynamique et défend le passage à l'illégalisme, contribuant même au changement de ligne nationale lors du congrès de juin 1973. Pour autant, alors que le MFPPF dans son ensemble est pionnier dans la défense de l'accès à la contraception et à l'information sur la sexualité, les associations locales restent en lisière ou carrément en retrait de la lutte pour l'avortement dans les quatre autres villes étudiées. Ce qui s'explique par leurs spécificités en termes de dépendance aux institutions *via* la mise à disposition de locaux et l'obtention de

⁹ Lydie Porée, *Contraception, avortement : les mobilisations à Rennes pour la liberté de procréer. Histoire et mémoire des groupes locaux du Planning familial, de Choisir et du MLAC (1965-1975)*, mémoire de master 2 d'histoire, Université d'Angers, 2013, p. 57-77.

subventions¹⁰. L'exception nantaise semble aussi tenir à ce que le Planning est très lié au PSU¹¹. De manière générale, l'opposition à l'avortement est très vive parmi les élites médicales et politiques locales nantaises, ce qui contribue à radicaliser les milieux progressistes.

À Lille, la mobilisation démarre au printemps 1973. Un groupe Choisir est créé, sous l'impulsion d'une coalition hétéroclite : des militant.e.s trotskistes, de la Gauche prolétarienne, ou encore proches du Secours rouge¹², mais aussi du PSU, à quoi s'ajoutent des femmes non organisées. Contrairement à d'autres villes, aucun.e médecin ne s'engage. Choisir se transforme rapidement en un groupe MLAC, dont les réunions et permanences débutent à l'été 1973 ; certaines ont lieu au siège du PSU, qui se mobilise au niveau local dans plusieurs initiatives pour l'émancipation des femmes.

À Lyon, la manifestation du 18 mai 1973 contre l'inculpation d'Annie Ferrey-Martin à Grenoble entraîne une reconfiguration et une amplification du mouvement, le faisant entrer dans une nouvelle phase. L'appel à manifester, lancé par l'association Choisir, est signé par le Planning et le MLF, mais aussi par la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Grand Orient de France, l'Association populaire familiale, l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), la MNEF, le MLF, la LC, le PSU et l'UD-CFDT. L'affaire de Grenoble fournit ainsi une opportunité de mise en contact entre différentes structures militantes. Leur convergence au sein d'un MLAC local semble se réaliser à l'initiative du PSU, sous l'impulsion de son secteur femmes. Le MLAC lyonnais voit le jour le 21 juin 1973 et se compose de Choisir, du PSU, de la CFDT, de la LC, de la Libre Pensée, de l'AMR, de LO et de la MNEF, soit la majorité des organisations investies nationalement à l'exception du Planning. Peu de temps après, en juillet, le MLAC et Choisir Lyon fusionnent au sein d'une nouvelle entité : Choisir-Lyon-MLAC. Toutefois la greffe entre ces deux structures, aux histoires différentes, ne prend pas – le PSU reproche notamment aux ex-membres de la LC de s'investir dans la cause de l'avortement avant tout pour y trouver un moyen de se renforcer.

À Rennes, les mêmes causes – dissensions avec l'association nationale Choisir, convergence du Planning familial, d'un groupe femmes, du PSU et de la LC à la manifestation de soutien à Annie-Ferrey Martin – n'entraînent pas les mêmes effets, car la mobilisation est moins fournie et la dimension collective limitée au déroulement de la manifestation qui réunit 150 à 300 personnes. Il n'y a pas de création de MLAC au printemps 1973 alors que, avec sa vingtaine de membres, Choisir reste un groupe isolé qui ne parvient pas à élargir sa base. Ce qui tient peut-être à son assise de départ très ancrée dans le maoïsme, mais un maoïsme rennais très éclaté. Comme dans les groupes équivalents des autres villes, les militantes féministes sont peu présentes. En raison de son opposition à la réalisation d'avortements par des non médecins, le Planning reste à l'écart et ne collabore pas avec Choisir-Rennes, mais quelques-unes de ses adhérentes aident des femmes à avorter à l'étranger.

¹⁰ Qu'il s'agisse d'éviter le conflit avec la CPAM et les DDASS ou de ne pas s'aliéner les pouvoirs politiques locaux (conseils généraux, municipalités). Voir le chapitre 24.

¹¹ Selon Bibia Pavard, le PSU, qui encourageait l'engagement associatif de ses membres, se distingue des autres partis par "son intégration précoce d'une perspective féministe". Voir Bibia Pavard, "Du contrôle des naissances à l'avortement libre et gratuit : histoire d'un combat pour et par les femmes au PSU (1961-1979)", in Kernalegenn Tudi & al. (dir.), *Le PSU vu d'en bas*, PUR, Rennes, 2009, p. 305.

¹² Il s'agit d'une organisation politique fondée en juin 1970 pour venir en aide aux militant.e.s des gauches alternatives en butte à la répression.

Dans un premier temps à Nantes, les événements du printemps suscitent la naissance de l'Assemblée Générale pour la liberté d'avorter, constituée à partir d'un réseau anarchiste de pratique clandestine d'avortements. Forte de 65 membres, "l'AG de l'avort" bénéficie d'un recrutement large, des situationnistes et anarchistes du Conseil de Nantes jusqu'à des militantes MLF (en petit nombre), en passant par des inorganisé.e.s mobilisé.e.s dans les luttes locales. C'est avec ce groupe et le MFPP que Choisir co-organise, le 18 mai 1973, une manifestation en soutien à Annie Ferrey-Martin, à laquelle participent le PS, la LC, LO, le PSU, Révolution ! et l'Union marxiste de Nantes, qui rassemble entre 400 et 1 000 personnes. Quelques mois plus tard, un communiqué publié dans le *Bulletin APL-Nantes* appelle les organisations qui soutiennent le MLAC au niveau national (telles le MFPP, la CFDT, le PS, le PSU) à se rassembler dans un MLAC local. Celui-ci naît en octobre 1973. Il réunit d'abord des anarcho-syndicalistes, des trotskistes et des maoïstes. Ce poids des gauchistes entraîne une mise au pas de Choisir par la direction nationale en avril 1974¹³. Le groupe, qui co-existait avec le MLAC et comptait 140 adhérent.e.s ainsi que 80 militant.e.s issu.e.s du PS, du PSU mais aussi de l'UMN à la fin 1973, disparaît alors, tandis qu'une partie de ses membres rejoint le MLAC.

Tandis qu'à Lyon, Rennes, Nantes et Marseille, des avortements par aspiration se pratiquent depuis la fin 1972 ou le début de 1973, à Lille les non médecins, qui ont demandé au GIS d'être formé.e.s à l'aspiration, le sont en définitive par un biologiste en reprise d'études de médecine, extérieur au GIS, en novembre et décembre 1973. Différents groupes de quartier apparaissent alors (Fives, Moulins, Vieux-Lille). Le MLAC de Lille diffère des structures comparables dans les autres villes, par sa création tardive ainsi que par la place qu'y occupent les militant.e.s des gauches alternatives ; leur collaboration est particulièrement utile face à l'inertie des médecins de la région. Autre spécificité : à Lille des profanes ont l'exclusivité de l'apprentissage de l'aspiration, ce qui réduit l'asymétrie à l'égard des étudiant.e.s en médecine qui rejoignent ensuite ce MLAC¹⁴. À la différence de ce qui se passe dans d'autres villes, le groupe échappe ainsi à l'encadrement par des médecins ou par une organisation en particulier de la gauche alternative. Les rapports entre le MLAC et le Planning demeurent cordiaux tout au long de la période, le premier considérant le second comme un allié objectif face à la concentration d'adversaires de l'avortement dans le Nord (en particulier des membres de Laissez-les vivre), une situation comparable à celle de Nantes.

La composition sociale et la répartition des tâches militantes parmi les différents comités révèlent les rivalités entre organisations d'extrême gauche. Cette concurrence culmine à Marseille, où plusieurs permanences sont tenues par une tendance politique ou par une autre, ou encore à Rennes. Afin d'organiser la diffusion du film *Histoires d'A*¹⁵, Choisir-Rennes propose en janvier 1974 une réunion à d'autres organisations. En s'appuyant sur l'argument de rassembler plus largement que Choisir ne le peut, ces organisations décident de constituer un MLAC. Créé plusieurs mois après les comités des quatre autres villes étudiées, le MLAC de

¹³ Pascale Le Brouster, "Contribution à l'histoire du Planning familial : le partenariat CFDT-MFPP au cours des années soixante-dix", *Genre & Histoire*, 2, 2008.

¹⁴ Lucile Ruault, *Le spéculum, la canule et le miroir...*, *op. cit.*, p. 317.

¹⁵ Film réalisé par Charles Belmont et Marielle Issartel (militant.e.s non médecins du GIS), portant sur l'action du MLAC et comportant une scène d'avortement par aspiration, réalisé par un médecin. Censuré quasiment dès sa sortie à l'automne 1973, il circule de plus belle. Chaque projection clandestine organisée à travers la France connaît une grande affluence. Voir Hélène Fleckinger, "Histoires d'A : un moment de la lutte pour la liberté de l'avortement", *La Revue documentaire*, n°22-23, 2010, p. 181-195.

Rennes est au final composé uniquement de trotskistes de Révolution ! et Rouge, dont des étudiant.e.s en médecine. Choisir-Rennes refuse d'y entrer. Les deux groupes entament une courte période de coordination mais leurs divergences idéologiques en ont raison en mars 1974. Dès lors, un Choisir maoïste fait face à un MLAC trotskiste, rivalisant pour toucher des femmes des catégories populaires. Choisir disparaît en mai et le MLAC au début de l'année 1975. Le Planning, qui avait collaboré avec le MLAC, dans un contexte houleux, pour organiser des voyages à l'étranger, passe alors sur le devant de la scène pour mener la bataille de l'application de la loi sur l'IVG.

Tout ce qui précède confirme "la relativité, du moins en province, des appartenances et des sigles" soulignée par Michelle Zancarini-Fournel¹⁶. Des Choisir locaux ont réalisé des avortements à l'encontre des directives nationales, tous les MLAC n'ont pas eu recours à cette pratique alors que la structure nationale s'était dotée de la stratégie des "avortements exemplaires" ; quant aux Plannings, ils se sont très inégalement engagés en dépit de la décision prise au niveau national, dès juin 1973, de rejoindre le combat et de pratiquer dans leurs locaux. La lutte a constitué un enjeu majeur pour les organisations politiques, notamment à l'extrême gauche : elle est perçue comme un moyen d'analyser le combat féministe en termes de rapports de classe plutôt que de sexe¹⁷. S'y sont donc côtoyé.e.s des gauchistes, dont des médecins, et des féministes (qui l'étaient déjà ou le sont devenues). Mais comment s'incarne et se vit le pouvoir agrégateur de la lutte pour l'avortement à l'échelle des individus ?

Un caravansérail hasardeux : les protagonistes en présence

Si la libéralisation de l'avortement passe pour une bataille prioritaire pour les structures militantes précitées, encore faut-il que des individus s'y investissent. Or les registres d'action sont singuliers : en dehors de la propagande et des permanences d'information, la prise en main de l'organisation des voyages collectifs et surtout la pratique abortive outrepassent les compétences militantes usuelles. Il importe donc de se demander qui s'est engagé.e et selon quel cheminement. Au vu de l'envergure de la lutte – plus d'une quarantaine de groupes de quartier aux identités diverses, pour s'en tenir à l'échelle de l'enquête –, on ne saurait prétendre répondre à ces questions de manière exhaustive. Il s'agit plutôt ici de tracer quelques tendances générales. Pour éclairer la convergence des affiliations militantes au sein des groupes, mais aussi ses limites, il faut regarder du côté des motifs et des registres d'engagement. Au-delà des modes d'entrée en scène singuliers des médecins et des militant.e.s d'extrême gauche, certaines logiques de genre sont structurantes.

On note tout d'abord la relative absence dans le mouvement de la première cohorte des mobilisations pour le contrôle de la fécondité (soit le MFPPF), ce qui accrédite une sorte d'incompatibilité, à titre individuel, entre les deux séquences militantes. Au-delà d'une image publique respectable à maintenir pour légitimer l'expertise des Plannings¹⁸, les positions morales des médecins et conseillères à propos de l'avortement sont à rapporter à leurs propriétés sociales, dont l'appartenance générationnelle, la notabilité locale et le poids des

¹⁶ Michelle Zancarini-Fournel, "Histoire(s) du MLAC...", art. cité.

¹⁷ Sandrine Garcia, "Expertise scientifique et capital militant...", art. cité., p. 107.

¹⁸ Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux*, op. cit., p. 194-205.

socialisations religieuses¹⁹. André Barbeau, médecin généraliste né en 1935, qui participe aux débuts du Planning lillois avant d'en prendre la présidence en 1976, explique qu'il ne pouvait se résoudre à faire des avortements avant la loi sur l'IVG : "j'étais encore catho, moi", précise-t-il avant de rire, puis de raconter que cette position le confrontait pourtant régulièrement à des cas de conscience. Il faut aussi prendre en compte la crispation sur la contraception, cheval de bataille du MFPF, qui l'envisage comme le moyen privilégié d'éradiquer les avortements clandestins.

Les actions locales en faveur de l'avortement sont entreprises par des militant.e.s qui présentent une grande variété de profils sociologiques. La prégnance du pôle médical dans les premiers comités lyonnais se matérialise entre autres par l'ouverture de lieux dédiés à la pratique abortive. Les médecins instigateurs de la section lyonnaise de Choisir se sentent proches du PSU ou du PC, l'un est engagé au PS : leurs convictions idéologiques et leur distance, voire hostilité à l'égard des groupes maos et trotskistes expliquent leur position modérée ou franchement sceptique à propos de la "démédicalisation" de l'acte.

Côté marseillais, le noyau de départ se situe en revanche clairement à l'extrême gauche. À la cité Saint-Jean-du-Désert, où vivent les médecins ayant lancé le MLAC local, se sont nouées des amitiés politiques intenses, à partir d'une proximité des conditions de vie (classe d'âge, milieu professionnel, lieu et mode de vie proches, vies conjugale et familiale en construction, etc.). Cet entre-soi fondé sur des complicités dépassant l'identité professionnelle, mais aussi sur leur intégration *via* la cité aux luttes des gauches alternatives créent les conditions d'une mobilisation pour l'avortement incluant d'emblée des mouvances diverses (féministes et gauchistes), dont des non médecins.

Quoi qu'il en soit, le point commun entre les médecins avorteurs et avorteuses est d'avoir déjà fait l'expérience de réseaux clandestins d'avortement ou au moins de l'accompagnement de femmes, patientes ou amies – en faisant appel à des non médecins, par des poses de sondes réalisées individuellement ou *via* un réseau d'étudiant.e.s en médecine²⁰, ou encore en ayant terminé des avortements et suivi les complications *post-abortum* à l'hôpital en tant que stagiaire aux urgences ou interne en gynécologie. Il s'agit d'un puissant motif d'engagement, d'autant plus lorsque l'on est marqué.e par un sentiment d'impuissance face à des situations dramatiques. Ces expériences professionnelles comportent une forte charge émotionnelle, comme l'illustre Jeanine Guibert, militante MLF, qui raconte comment plusieurs épisodes de sa vie d'étudiante en médecine à Marseille l'ont conduite d'évidence à participer à la fondation du MLAC local : à vingt-cinq ans, elle réalise un stage de gynécologie en deuxième année aux urgences, où elle voit de façon récurrente "arriver des femmes quasi mourantes, avec deux de tension, dans des états hémorragiques cataclysmiques. (...) Elles étaient mal reçues, évidemment. Dans les urgences les brancardiers étaient odieux (...). J'étais témoin de comment les femmes arrivaient quand elles avaient fait des avortements, ce qui m'a radicalisée pour le restant de mes jours".

¹⁹ Sandrine Garcia, *Mères sous influence. De la cause des femmes à la cause des enfants*, La Découverte, Paris, 2011, p. 147-189.

²⁰ Des militant.e.s à l'origine du MLAC de Marseille ont posé des sondes entre 1966 et 1970 au Bureau d'aide psychologique universitaire (BAPU) géré par la MNEF. C'est aussi le cas de certain.e.s médecins ou étudiant.e.s à l'origine de Choisir-Nantes.

Pour saisir pleinement l'engagement de ces professionnel.le.s, il faut aussi avoir à l'esprit que la pratique des avortements avant 1975 s'inscrit dans une conjoncture de contestation de l'institution médicale²¹. La rhétorique de la démedicalisation, qui entoure les luttes pour l'avortement, valorise la production d'une expertise alternative à la pratique hospitalière et au partage des savoirs avec les profanes. Si ces motifs ne préexistent pas à l'engagement, ils contribuent certainement à son maintien car ils peuvent être sources de rétributions symboliques, voire professionnelles. Ce facteur prend toutefois une dimension particulière en province, où les mouvances de médecine critique ne jouissent pas de réseaux aussi larges et fournis qu'à Paris. La prise de risque est donc plus grande, au point que, faute d'une base collective suffisante face au conservatisme des médecins du Nord, à Lille "aucun médecin n'acceptera, pas même les médecins progressistes, pas même les médecins du Planning, les plus sensibilisés à ce problème (...) de pratiquer eux-mêmes l'avortement"²².

À Nantes comme à Marseille, les actions pour le droit à l'avortement, que ce soit sous l'étiquette MLAC ou Choisir, oscillent entre un pôle médical et un pôle gauchiste. En dépit d'instigateurs et instigatrices aux propriétés sociales similaires – catégories intellectuelles de classe moyenne (enseignant.e.s, psychologues, étudiant.e.s en médecine), travailleuses du secteur social comme l'Association populaire familiale (APF) et le Planning –, les rapports de force sont différents. Là où l'orientation radicale de la lutte est incarnée à Marseille par le MLAC, à Nantes, face à l'alliance entre Choisir et le Planning en faveur de l'avortement médical, cette orientation est un temps occupée par l'AG de l'avortement, qui réunit des profils militants atypiques par rapport au reste du mouvement : une majorité de non médecins, aux convictions politiques décalées (situationnistes et anarchistes), très sceptiques face aux déclarations d'intention des médecins révolutionnaires. En plus de l'aide apportée aux femmes, leur objectif est ainsi de s'approprier la méthode d'avortement et de contester le monopole des médecins. On le retrouve à Rennes comme à Lille : à la différence des villes où l'engagement des médecins est moteur, des profanes et des personnels paramédicaux ont un rôle privilégié dans l'appropriation et la diffusion de l'aspiration. Ainsi, la sociographie du premier noyau du groupe rennais de Choisir est originale par rapport à celle des adhérent.e.s au niveau parisien, dont une part importante exerce des professions intellectuelles supérieures²³. Les militant.e.s rennais.e.s, pour la plupart diplômé.e.s, exercent des métiers qui ne correspondent pas toujours à leur niveau d'études (une animatrice, une femme de ménage, une étudiante, une chômeuse, un infirmier). Leur engagement gauchiste préalable, ainsi que la critique de la spécialisation des tâches qui se lit jusque dans des choix professionnels de déclassement volontaire, les prédisposent sans doute à assumer, en tant que non médecins, la prise en charge collective des avortements illégaux.

Avec la lutte pour l'avortement, il se joue pour les militant.e.s des gauches alternatives des enjeux décisifs, autour de l'extension de la lutte des classes et de la relance de leur implantation. Ces enjeux ressortent dans toutes les villes étudiées, et sans doute de manière plus flagrante à Marseille et à Rennes. Bérénice Eban, une maîtresse de conférence à l'IUFM âgée de trente ans, s'implique dans l'action du MLAC du 5^e arrondissement de Marseille sur la base

²¹ Laure Pitti, "Experts « bruts » et médecins critiques. Ou comment la mise en débats des savoirs médicaux a modifié la définition du saturnisme en France durant les années 1970", *Politix*, 23 (91), 2010, p. 103-132.

²² Dossier d'information, procès de Franck Dupin, 1978, p. 3. Archives "Du côté des femmes", Lille.

²³ Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux, op. cit.*, p. 192.

de son engagement à Révolution ! Si une réflexion sur la question femmes y est entamée depuis 1971, le MLAC est une opportunité sans pareille de passer à l'action pour servir la conscientisation des femmes des classes populaires : le groupe femmes Révolution !, qu'elle a contribué à créer, publie quelques numéros du journal *Les Belles de mai* (du nom d'un quartier marseillais), mais force est de constater qu'"après, le travail de masse a consisté à faire le MLAC". Vu depuis la position de Jeanine Guibert, militante du MLF de la première heure, le positionnement stratégique de Révolution ! prend un autre sens. Elle dénonce la manipulation des gauchistes venant s'implanter dans les MLAC d'arrondissements et revendiquer une priorisation des luttes au détriment de celle des femmes, tenue pour une contradiction secondaire : cela se traduisait jusqu'au fait de "récupérer les groupes femmes qui pour certains étaient autonomes". L'aversion de Jeanine pour ces tactiques gauchistes ne fera qu'aviver sa critique féministe, qui nourrit ensuite sa méfiance envers la pratique des avortements par aspiration et limite son engagement au "travail politique" : "Soi-disant c'étaient des militants, rendant service aux femmes, mais c'est pas ça... Moi je l'ai complètement interprété comme quelque chose qui était quand même du côté du pouvoir, par rapport aux corps des femmes".

Pour beaucoup, le MLAC peut néanmoins signifier tout autre chose que les préoccupations tactiques du gauchisme. Il accompagne une recomposition de l'identité militante. Ainsi de Mireille Nancie, fille de militaire née en 1951 qui, alors étudiante en lettres à Rennes, s'est engagée de façon intense vers 1971 au sein d'un groupe maoïste très restreint (le comité Dimitrov), avant d'en être exclue avec autorité du fait de ses origines bourgeoises. Cette mise au ban bouleverse Mireille qui se retrouve isolée ("Je me suis retrouvée toute seule, condamnée à être une minable et une nulle"), enchaînant des ménages dans diverses entreprises. En 1973, avec son conjoint infirmier, elle crée Choisir-Rennes, ce qu'elle identifie comme un moyen de s'éloigner du dogmatisme marxiste-léniniste ; "On faisait un truc concret au moins, on n'était pas là à faire des discours invraisemblables". Bien que mesurée, son implication concorde avec la fermeture d'une parenthèse douloureuse de sa vie, de sorte que Choisir joue un rôle de soupape dans leur trajectoire militante de couple : "parce qu'il en avait souffert aussi, et qu'on n'était plus trop prêts à repartir dans le marxisme-léninisme pour l'instant". Quant à Danielle Lacourt, enseignante du secondaire à Lyon, l'entrée au MLAC à vingt-sept ans matérialise de manière plus franche une transition politique. Politisée à travers le mouvement de Mai 68, elle a participé avec son mari à la création de la section locale de la Ligue communiste vers 1968-1969, qu'elle a quittée en 1970 en claquant la porte à cause du machisme auquel elle était confrontée (ses conflits avec la direction ont par exemple été rapportés aux hormones qui la chatouillaient). Elle bascule vers le féminisme, en constituant avec deux copines un comité de quartier pratiquant les avortements. Cette participation assez intense au MLAC entérine une inflexion décisive de sa trajectoire militante.

La prégnance du pôle gauchiste sur les comités Choisir ou MLAC ouvre ainsi la porte de ces mobilisations à des femmes – qu'elles viennent d'elles-mêmes ou sur décision de l'organisation dont elles sont membres – alors qu'elles sont souvent sous-représentées parmi le corps médical engagé. C'est le cas à Lyon, où les permanences du MLAC, davantage investies par les groupes d'extrême gauche, contrastent avec Choisir et permettent l'implication de femmes, telles qu'une militante du PSU et plusieurs militantes trotskistes à Villeurbanne. Cette commune identité de sexe, bien entendu, n'empêche pas que se rejouent les rivalités idéologiques des réseaux gauchistes qui préexistent au MLAC.

La mouvance féministe autonome, minoritaire parmi les groupes fondateurs, reste bien souvent en marge des comités pour l'avortement. Position qui reproduit celle de diverses tendances du MLF parisien ; leur implication, souvent mince, se réalise par l'intermédiaire de figures individuelles. Ce phénomène se retrouve à Marseille avec des membres de la tendance Psychépo, à Lille avec des militantes du MLF de la rue de Gand (un groupe de parole pas encore divisé en courants), mais aussi à Lyon où de nombreuses féministes, dont celles du cercle Flora Tristan (proches du maoïsme), ne s'engagent pas dans la lutte pour l'avortement de cette manière : elles prennent position et manifestent, mais n'intègrent pas Choisir-MLAC.

Enfin, l'expérience du MLAC ou de groupes équivalents peut susciter l'affirmation d'un engagement politique qui appartient en propre aux femmes. Ainsi, la double indépendance du MLAC lillois, à l'égard de professionnel.le.s de santé et d'une organisation gauchiste en particulier, favorise la mise en présence de profils hétérogènes, dont un nombre non négligeable de femmes qui disent avoir commencé à militer avec cette cause. Quelques-unes, universitaires ou sans emploi, se disent proches du Secours rouge (parfois du fait de l'engagement de leur époux) mais non organisées. Pour la majorité d'entre elles, l'expérience des avortements ou des grossesses non voulues – un vécu personnel, une expérience tragique dans l'entourage proche, l'accompagnement d'une amie, etc. – tient une place déterminante dans les motifs d'engagement. Sophie Thibert, impliquée dans Choisir-Lyon, raccroche cet engagement à son histoire personnelle et au drame survenu à l'une de ses connaissances : “En fait je n'ai jamais été militante de parti, (...) j'ai été particulièrement sensibilisée à la cause des femmes pour plusieurs raisons. D'une part, j'ai eu mon premier enfant, (...) j'étais mariée mais il arrivait un peu trop vite, et il y avait toujours la crainte d'avoir une grossesse non désirée, etc. (...) D'autre part, quelques années avant j'avais une correspondante allemande qui est morte d'un avortement (...) Je l'ai su après et je me suis dit qu'en fait je l'avais rencontrée à un moment où je n'avais pas su lui poser les bonnes questions pour l'aider : je devais avoir dix-sept ans, j'étais complètement naïve (...). Ce qui fait que ce sont des choses qui m'ont touchée très personnellement”.

Dans les MLAC, la forte présence des femmes, y compris organisées, ne conjure pas la division traditionnelle du travail militant²⁴ : la sexuaction des tâches – aux femmes non médecins le pan relationnel, aux médecins majoritairement hommes l'acte technique et la stratégie politique – est plus ou moins relevée et questionnée d'un groupe à l'autre. Même dans le groupe lillois où des femmes profanes pratiquent des avortements, on observe une certaine mainmise masculine sur les aspects dits techniques. Toutefois, à mesure qu'avancent l'expérience militante auprès des femmes et la création de solidarités féminines, des militantes déplorent la place prise par les dissensions théoriques entre gauchistes, au détriment de l'action. Sans être en mesure de formuler une critique ouverte envers leur position dominante, elles signifient par leur attitude qu'elles questionnent les fondements de l'engagement des hommes gauchistes. Le clivage entre les sexes est ainsi activé par les modèles d'engagement en présence et surtout la volonté d'insuffler des pratiques différentes, plus attentives aux besoins des femmes. Cela semble concorder avec une certaine désertion des hommes, de sorte que, à une période de discours ouvriériste succède une approche, sinon féministe, du moins de défense de la cause des femmes. La critique, ouverte ou larvée, de la spécialisation sexuée du travail

²⁴ Bibia Pavard, “Quand la pratique fait mouvement...”, art. cité., p. 54.

militant n'est pas l'apanage des Lilloises ; on l'observe notamment dans certains groupes lyonnais et marseillais.

Alors qu'ils et elles ont rejoint les différents groupes mobilisés pour des raisons allant du soutien à la cause des femmes à la lutte des classes ou à la volonté de développer une autre pratique de la médecine, que sont devenu.e.s les militant.e.s de l'avortement une fois votée la loi qui autorise les interruptions volontaires de grossesse ?

Reconfigurations militantes et extensions du domaine de la lutte

L'annonce du vote de la loi Veil sur l'IVG en décembre 1974 et celle de sa promulgation le 17 janvier 1975 suscitent à la fois déception et soulagement. En effet, le surmenage et le stress liés à la lutte ont fatigué les militant.e.s et pesé sur leur vie privée. Les mois qui suivent sont néanmoins marqués par un nouvel effort de mobilisation, en direction de l'application de la loi, qui est loin d'être immédiate.

Tout comme celles et ceux de Paris, les militant.e.s du MLAC de Marseille pratiquent des occupations de structures hospitalières, notamment la maternité de la Belle de Mai. Le 3 juin 1975, les militant.e.s de Choisir-Lyon-MLAC occupent un pavillon de l'hôpital Édouard Herriot et séquestrent le directeur pour dénoncer la situation et obtenir un rendez-vous avec le directeur général des Hospices civils de Lyon. De même, le 22 février 1975, une quarantaine de membres du MLAC de Nantes accompagnent à la maternité du CHR une femme voulant avorter. Le Planning de la ville opte quant à lui pour une rencontre avec le directeur. À Rennes en revanche, le MLAC a disparu au début de l'année 1975 et c'est le Planning seul qui mène la bataille pour l'application de la loi. Face aux blocages à l'hôpital, ses militant.e.s conduisent des actions, avec les femmes souhaitant avoir accès à l'IVG, auprès de la Sécurité sociale, de la DDASS ou encore en faisant entrer dans le bureau du chef de service de gynécologie-obstétrique une délégation de femmes censées partir en Angleterre pour avorter²⁵. La combinaison de la pression des militant.e.s et de l'engagement de médecins permet finalement l'ouverture des centres dans les différentes villes au cours de l'année 1975 – avec comme corollaire la disparition progressive de la plupart des collectifs.

Faute de sources, il est difficile de reconstituer le rythme des dissolutions, d'autant que les témoignages diffèrent parfois considérablement. Pour ce qui est du MLAC marseillais, il assure encore des permanences d'été en 1975 ; au début de l'automne, il resterait sept comités, sur les dix encore indiqués au printemps²⁶. Ces comités, qui ne pratiquent officiellement plus, survivent donc au moins tout au long de l'année 1975, avant d'entrer en sommeil. Dans le Nord, le MLAC de Roubaix cesse très vite la pratique d'avortements en raison de l'ouverture d'un centre. Après des débats houleux, et afin d'éviter de "pallier" les insuffisances de la loi, Choisir-Lyon-MLAC fait de même en avril 1975 pour se concentrer sur des actions auprès des hôpitaux et imposer la mise en œuvre de la nouvelle législation.

À partir des cinq villes étudiées, on peut considérer que les collectifs et les personnes qui les peuplent suivent trois types de trajectoires : *continuer* le combat, en se radicalisant ou en

²⁵ Didier Coatmelec, *De l'orthogénie au Centre hospitalier universitaire de Rennes en 1981*, thèse de doctorat en médecine, Rennes, faculté de médecine de Rennes, 1982.

²⁶ *La Criée*, n°29, 25 juin-1^{er} juillet 1975, p. 3 ; *La Criée*, n°33, 22 septembre-8 octobre 1975 ; "Questions pratiques sur la contraception", brochure ronéotée, MLAC, Bouches-du-Rhône. Non datée. Archives privées.

respectant le cadre légal ; *déplacer* la lutte sur d'autres terrains, soit en direction d'une autonomisation des luttes féministes, soit dans un effort de captation au profit des organisations trotskystes ; pour d'autres, enfin, *arrêter* de militer.

Il est rare que les comités maintiennent la pratique des avortements militants. Quelques groupes durcissent toutefois une posture découverte au cours de la lutte, qui a pour fer de lance le MLAC d'Aix-en-Provence et son retentissant procès en 1977 : le refus de la médicalisation et de la confiscation de l'avortement par l'hôpital²⁷. Le MLAC de Lille fait partie de cette poignée de groupes qui continuent de pratiquer à domicile pendant plusieurs années – le concernant, au moins jusqu'en 1983. Ce choix est d'abord motivé par les obstacles particuliers rencontrés localement : en 1977, écrivent-elles, "au Centre hospitalier régional de Lille, 70 % des femmes qui se présentent pour avorter sont refusées"²⁸. La pratique du MLAC lillois se complexifie ensuite, dans la mesure où il entend combler les lacunes de la loi et de son application. Il prend en charge des femmes mineures, étrangères ou en situation de délais de grossesse dépassés. Le groupe formule également le vœu d'une pratique autonome des avortements : "des centres d'orthogénie autogérés complètement, avec des médicaux et des non médicaux : c'était le rêve"²⁹.

Cette perspective d'appropriation de la pratique par les femmes est inspirée de "l'utopie du MLAC d'Aix" (Isabelle). Leur démarche ne va pas sans susciter des résistances, de la part à la fois du groupe Psychépo qui traite les militantes de "bonnes sœurs rouges" et du courant "lutte des classes" qui leur reproche de son côté d'entretenir un système inégalitaire en offrant un "service" alternatif à l'hôpital public. Pourtant, cette "entrée en résistance" n'empêche pas le MLAC de Lille de participer aux activités de reconversion des autres comités MLAC, qu'il s'agisse du soutien local à l'ouverture de centres d'IVG ou de la coordination nationale des groupes femmes (qui réunit, à la suite de la démobilitation générale en 1975, de nombreux collectifs ayant assuré les permanences des MLAC). Ce MLAC radicalisé rassemble, autour de quelques militantes chevronnées du MLAC pré-loi Veil, un "groupe de copines" se situant pour la plupart en marge du mouvement des femmes, non-engagées dans d'autres luttes. On retrouve chez elles les motifs usuels de l'engagement en faveur de cette cause (dont le souvenir d'expériences autour de l'avortement et de la contraception), et l'insertion dans des réseaux de sociabilité semble constituer une motivation essentielle à la poursuite de l'engagement, au point de justifier la tenue de réunions régulières même lorsque les demandes d'avortement s'espaceront au début des années 1980. En outre, "la pratique", désignée ici au sens large – les problèmes rencontrés par les femmes, la réponse concrète fournie, l'acte d'avortement –, est unanimement considérée comme un point d'ancrage essentiel pour l'affirmation d'une conscience féministe.

Dans les quatre autres villes étudiées – sauf exception, notamment celle d'un MLAAC créé en 1979 à Lyon (le second A étant pour "accouchement") et reprenant la pratique³⁰ –, c'est

²⁷ En janvier 1976, six Aixoises sont inculpées de pratique d'avortement et exercice illégal de la médecine. Le procès de ces militantes poursuivant leur action après le vote de la loi Veil se tient le 10 mars 1977. Voir Lucile Ruault, "Une fête pour l'avortement libre. La mobilisation autour du procès des militantes du MLAC d'Aix (1976-1977)", *Genèses*, 2 (107), 2017, p. 32-55.

²⁸ Tract, 1977 (date supposée), archives Du côté des femmes, Lille.

²⁹ "Le MLAC", document sur l'histoire du mouvement des femmes à Lille, non daté (date supposée : milieu des années 1980), archives Du côté des femmes, Lille.

³⁰ Lucile Ruault, *Le spéculum, la canule et le miroir...*, thèse citée, p. 526-529.

au sein des Plannings que se poursuit la lutte. Leur posture d'interlocuteur des pouvoirs publics en matière d'éducation à la sexualité et de contrôle des naissances leur donne en effet pour mission d'accompagner l'application de la loi dans les structures hospitalières. La législation prévoit également que les décisions d'interventions seront précédées d'un entretien psychosocial³¹, ce qui permet à des personnes dont les compétences se sont forgées dans le travail militant de les reconverter dans la sphère professionnelle.

À Nantes, les médecins et militant.e.s du MFPP qui ont pratiqué des avortements illégaux se consacreront désormais à l'application de la loi. Bientôt, l'entrée en fonctionnement d'un centre d'IVG à l'hôpital psychiatrique Saint-Jacques compte sur les animatrices du Planning auxquelles sont confiés les entretiens pré-IVG. À Lille, un changement de présidence suit la loi Veil : André, le médecin généraliste qui en prend la tête en 1976, ouvre avec des collègues un service d'IVG au CHU, sous la direction d'un professeur notoirement hostile à l'avortement. L'association poursuit ainsi son institutionnalisation tout en pénétrant les bastions conservateurs de l'hôpital et en luttant contre l'alourdissement des protocoles. En 1977, éclate un conflit au sein du service d'IVG, qui fait prendre un tournant à l'association. À partir de cette "affaire" qui a fait grand bruit localement, le Planning départemental du Nord se radicalise, jusqu'à acquérir durablement la réputation d'une politique d'intervention assez offensive auprès des institutions. Y entre alors une nouvelle cohorte de militantes, plus jeunes, pluri-positionnées et impliquées dans des luttes unitaires. Cette nouvelle dynamique encourage aussi Anne, membre de la LCR qui a brièvement milité au MLAC en 1973, à intégrer le conseil d'administration de l'association pour y rester une dizaine d'années.

Dans les villes où, depuis 1973, le MFPP est resté sur une ligne modérée, la loi Veil provoque aussi certaines recompositions. À Rennes, le Planning retrouve "sa position prépondérante [...] sur la question de la liberté de procréer, d'autant que la section de Choisir a disparu et que le MLAC semble désormais discret"³². À Lyon, des départs s'opèrent à mesure que la structure oriente ses activités vers la légalisation des avortements³³. Une ancienne militante identifie même la coexistence de deux tendances, "la tendance MLAC d'un côté et la tendance plus conservatrice de l'autre", et explique que la tendance MLAC aurait pris "le pouvoir au Planning après la loi Veil". Parmi les membres du conseil d'administration élu en 1976 figurent ainsi l'un des principaux médecins avorteurs de Choisir, mais aussi l'une des rares militantes du Planning à avoir aussi participé au MLAC. La fin de Choisir-Lyon-MLAC se traduit par l'arrivée de plusieurs de ses militantes parmi les adhérentes et animatrices du Planning. On notera toutefois que lorsqu'il recrute neuf conseillères pour les entretiens pré-IVG au moment de l'ouverture du premier centre d'orthogénie à l'Hôtel-Dieu en 1976, ce ne sont généralement pas les militantes de Choisir-Lyon-MLAC, qui accueillaient pourtant les femmes dans les permanences, qui se présentent. En effet, une partie d'entre elles juge ces entretiens infantilisants³⁴.

³¹ Anne-Marie Devreux, "De la dissuasion à la normalisation, le rôle des conseillères dans l'entretien pré-IVG", *Revue française de sociologie*, 23 (3), 1982, p. 455-471.

³² Patricia Godard et Lydie Porée, *Les femmes s'en vont en lutte !*, op. cit., p. 74.

³³ Esther Jabouley, *La création du Planning familial à Lyon*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université Lyon 2, 1997, p. 18.

³⁴ Témoignage d'une militante du MLAC à Lyon, "Les luttes pour l'avortement, années 1960-1970", émission de radio *Lilith, Martine et les autres*, 26 janvier 2009, Radio Canut. Écoulée le 20 mai 2013 sur le site : <http://blogs.radiocanut.org/lilithmartineetlesautres/2009/01/26/les-luttes-pour-labortement-annees-60-70/>

La légalisation des avortements offre donc des possibilités inégales de reconversion et de professionnalisation du militantisme pour les diverses franges du mouvement. À Marseille, après le vote de la loi, le MLAC se dissout lentement tandis que certaines de ses militantes rejoignent le Planning familial et les services de protection maternelle et infantile. Les changements d'orientation observés dans les Plannings locaux – comme le fait, à Marseille, de pratiquer les examens médicaux en présence d'une conseillère chargée de faciliter l'interaction et d'inciter la patiente à poser des questions ; la mise en place des entretiens collectifs³⁵, etc. – sont un indice, ici aussi, de la diffusion des pratiques militantes issues de l'activisme autour des avortements illégaux. Si nombre de personnes poursuivent jusque dans les années 1980 leur engagement sur la cause de l'avortement libre, ce qui frappe avant tout est l'élan nouveau que donnent les militantes du MLAC au féminisme autonome, notamment en créant un appel d'air du côté des femmes des gauches alternatives. Ainsi, alors que les groupes trotskistes essaient vainement de les retenir, conformément à leur stratégie de pénétrer les groupes femmes comme “moyen d'étendre le champ politique des filles qui militaient dans le MLAC”³⁶, on constate plutôt une hémorragie qui doit aussi être rapportée au contexte plus général de déclin des espoirs révolutionnaires.

Les comités Choisir ou MLAC investis par des organisations gauchistes sont des lieux privilégiés d'observation de ce délitement. Le cas marseillais est emblématique. Révolution ! semble y prendre la main sur les activités labellisées MLAC, même si les militant.e.s d'autres groupes participent aux actions. Pour le groupe libération des femmes de Révolution !, l'objectif est de maintenir coûte que coûte l'activité du MLAC, tout en tentant d'en prendre la direction à la faveur du désengagement des non organisé.e.s, mais aussi des militant.e.s maos. Un document émanant de la commission femmes de Révolution ! Marseille³⁷ expose les éléments du débat qui clivent, à la veille du vote de la loi Veil, les militantes du MLF, de la LCR et de Révolution ! Celui-ci porte sur les fondements théoriques et les modalités pratiques de “l'intervention révolutionnaire parmi les femmes”. L'enjeu est autant de poursuivre le travail politique sur les quartiers en direction des femmes des classes populaires que de mener la bataille, au sein de l'espace de la cause des femmes, contre le MLF mais surtout contre les sœurs ennemies, les groupes femmes de la LCR et leur journal, *Les Pétroleuses*. Révolution ! préconise d'entraîner les femmes dans des luttes concrètes, au sein desquelles elles pourront prendre conscience, guidées par une avant-garde éclairée, de leur oppression et des moyens d'y mettre fin (contrairement à la LCR, qui pose en premier la nécessité de développer les groupes de conscience). En regard de l'activisme au sein du MLAC, le document oppose les groupes de conscience du MLF et du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml) qu'il tente de ridiculiser comme activité typique de la petite bourgeoisie intellectuelle, d'où la dénonciation “d'un recul du MLF du point de vue des formes d'action, puis de l'action tout court... et à l'intériorisation”³⁸. Le MLAC est donc pensé comme une porte d'accès aux femmes de la classe ouvrière et des quartiers populaires, devant conduire à un mouvement de masse. Toutes ces tentatives font long feu.

³⁵ Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux*, op. cit., p. 286.

³⁶ “Contribution au débat sur le travail Femme et MLAC” (1974). Archives de la LCR, Nord-Pas-de-Calais.

³⁷ Document ronéoté, supplément à *Révolution*, n°59, 31 avril 1974 (date estimée).

³⁸ *Ibid.*, p. 7-8.

Dans les cinq villes étudiées, les courants féministes s'affirment au niveau local, les groupes existant se formalisent et de nouvelles causes sont investies, situées souvent à la frontière du militantisme politique et du travail social. La constitution du groupe marseillais SOS femmes battues par des anciennes du MLAC en est un bon exemple³⁹, de même qu'à Nantes, où en 1975 le MLAC-Bout des pavés se transforme en groupe femmes Nantes-Nord⁴⁰ et prend en charge, entre autres activités, l'action en faveur des femmes victimes de violences conjugales en lien avec SOS femmes⁴¹. Les personnes interviewées dans l'ouvrage *Chronique d'une passion*, qui relate l'histoire du mouvement des femmes lyonnais, sont nombreuses à partager l'idée que celui-ci "commence avec le MLAC"⁴². Ainsi, les permanences de Choisir-Lyon-MLAC dans les quartiers de Lyon et de sa banlieue, bien que mixtes, ont favorisé la rencontre entre les femmes et la mise en contact de certaines d'entre elles avec des militantes féministes. La confrontation avec la domination masculine a aussi pu favoriser la sensibilisation aux réflexions féministes⁴³, comme le souligne une ex-militante du MLAC Villeurbanne : "Dans les interpermanences, il y avait aussi une prise de conscience féministe, parce qu'il y en avait certains [médecins] qui étaient d'un paternalisme ! Chaque fois qu'on ouvrait la bouche...". Certaines permanences de quartier se transforment ensuite en groupes femmes ; c'est le cas de celle de Villeurbanne (qui était mixte, même si de composition majoritairement féminine). Les locaux matérialisent le rôle des mobilisations pour l'avortement dans le nouvel essor du mouvement des femmes : le second centre du MLAC où se déroulaient des avortements, rue des Hérédiaux, est récupéré par des militantes féministes qui participaient aussi au MLAC pour en faire le premier Centre des femmes. Certes, quelques-uns des premiers groupes féministes de 1972 survivent et l'on retrouve aussi des militantes féministes de "la première heure" dans cette seconde période. Mais c'est bien une nouvelle cohorte militante qui, à Lyon, rejoint ensuite le mouvement des femmes.

À Lille, il semble que le mouvement non mixte connaisse son apogée avec les débuts de la librairie Du Côté des Femmes, "lieu de ralliement"⁴⁴ des féministes par-delà les clivages politiques. Or, elle puise son origine à bien des égards dans l'histoire du MLAC local. Elle est ouverte en 1976 par Evelyne Rendolet et Sylvie Lecourt, peu dotées en ressources militantes, mais pour lesquelles le MLAC a été le lieu de leur premier engagement féministe. C'est aussi le cas d'une partie des animatrices de la librairie, qui deviennent peu à peu des militantes centrales du féminisme local, comme Jeanne Pelletier et Isabelle Picavet. La première, par l'intermédiaire de son mari "très politisé" et de l'implication active de son Unité de formation et de recherches (UFR) de mathématiques dans les événements de Mai 68, a été proche de la Gauche prolétarienne. Quant à Isabelle, après huit années au PC et à l'Union des femmes françaises (UFF), elle a rompu cet engagement en 1971 et, à partir de 1968, a entretenu des affinités avec l'UJCml, puis la GP et le Secours rouge. Toutes deux considèrent que leur

³⁹ Voir chapitre 23.

⁴⁰ Déclaration de l'association à la préfecture, 9 février 1979. 2059 W 4, archives départementales de Loire Atlantique (ADLA).

⁴¹ "Où en sont les groupes femmes sur Nantes ?", *Dévoilées*, n° 4, 1980.

⁴² Centre lyonnais d'études féministes (CLEF), *Chronique d'une passion. Le mouvement de libération des femmes à Lyon*, l'Harmattan, Paris, 1989, p. 52. Le livre a été écrit par des militantes du MLF lyonnais.

⁴³ Alban Jacquemart et Camille Masclat, "Mixités et non-mixités dans les mouvements féministes des années 1968", *Clio*, 85, 2017.

⁴⁴ "« Du côté des femmes » : 20 ans de présence féministe à Lille". Document tapuscrit, non daté. Archives "Du côté des femmes", Lille.

implication importante dans le MLAC inaugure leur engagement féministe. Elles découvrent dans la foulée le mouvement de femmes (le MLF de la rue de Gand et le groupe Femmes), mais prennent par la suite des chemins divergents : Jeanne sera l'une des instigatrices en 1978 de l'antenne locale de Femmes en mouvements (émanation du groupe Psychépo), quand Isabelle deviendra une grande figure du féminisme radical lillois (groupe femmes, librairie Du Côté des Femmes, MLAC post-loi Veil, etc.).

Enfin, soulignons qu'un certain nombre de militantes des MLAC, venues dans une logique de bénéficiaire pour certaines et le plus souvent peu politisées et moins diplômées, se désengagent après la disparition des collectifs, n'imaginant pas participer aux groupes féministes autonomes et souvent non mixtes.

En 1979, lorsque la validité de la loi Veil sur l'IVG arrive à échéance et doit faire l'objet d'un vote confirmatoire, les réseaux féministes se remobilisent fortement. Dans cette solidarité retrouvée joue à plein la menace que fait peser la montée en puissance des voix de l'opposition à l'avortement, mieux structurée qu'auparavant et soutenue par la déclaration du Conseil permanent de l'épiscopat français sur "l'Accueil de l'enfant à naître" (23 avril 1979). Le moment est aussi l'occasion pour les féministes et leurs alliés de mettre en avant des revendications exigeant l'amélioration de la loi votée en 1975 : dépénalisation totale de l'avortement, remboursement par la Sécurité sociale, accessibilité aux mineures et aux étrangères.

Cette mobilisation se traduit dans les cinq villes par la création de collectifs unitaires dont la composition varie, mais dont le trait commun est de rassembler, bien au delà des seuls MFPP et groupes femmes, différents groupes de l'espace de la cause des femmes, des partis politiques et des syndicats. Cela tient bien entendu à la reconnaissance progressive de la légitimité de la cause, mais aussi à la dissémination et à la circulation des militant.e.s du MLAC dans ces structures. La composition diversifiée des collectifs unitaires consacre en cela l'hétérogénéité des profils, individuels et collectifs, repérée dès le début de la mobilisation à l'aube de la décennie 1970. En outre, elle confirme la contribution de la lutte pour l'avortement libre au renouvellement des populations militantes de la cause féministe. Notre étude a en effet permis de montrer que, si les fractions préexistantes du mouvement des femmes n'ont que peu pris part à ce volet spécifique de la mobilisation pour l'avortement, l'expérience des MLAC, de Choisir et d'autres comités a bien été, dans les villes étudiées, un moment pivot de la trajectoire du mouvement féministe. Lieux de rencontres et d'incubation d'une pensée autonome, ces collectifs auront aussi servi de vivier pour la diffusion de la conscience féministe dans de multiples secteurs du mouvement social.